**DEUXIÈME PARTIE Analyse critique d’un document d’Histoire**

**Sujet : Les chemins de la puissance : Les États-Unis et le monde. « Le Plan Marshall, 1947. »**

**Consigne**

*Vous montrerez dans quelles mesures ce document illustre le rôle que les États-Unis entendent jouer dans le monde après la Seconde Guerre mondiale (1939-1945).*

Le document intitulé « Le Plan Marshall, 1947 » est un extrait du discours prononcé le 5 juin 1947 devant la *Harvard University* (Massachussetts, États-Unis) par le général George MARSHALL, ancien chef d’État-major des forces armées américaines pendant le Seconde Guerre mondiale (1939-1945), et nommé au poste de Secrétaire d’État par le président (démocrate) Harry TRUMAN (1945-1952). Depuis le célèbre discours de Winston CHURCHILL à Fulton (Missouri, 1946) sur le « rideau de fer » tombé en Europe et dénonçant les manœuvres de l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) pour s’emparer de l’Europe de l’Est, les tensions se sont accumulées entre les deux vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. En mars 1947, dans son discours sur l’état de l’Union, le président TRUMAN a implicitement dénoncé les agissements soviétiques en Grèce et en Turquie. Le Congrès avait déjà autorisé une aide financière d’urgence pour ces deux pays, ce qu’on appelle la « doctrine Truman ».

Le Programme de Rétablissement Européen (ERP, *European Recovery Program*) que propose George MARSHALL s’inscrit donc dans la durée mais marque une rupture dans la tradition diplomatique américaine, y compris dans la politique étrangère de l’administration ROOSEVELT-TRUMAN. George MARSHALL en effet propose à l’élite dirigeante de la côte Est, les White Anglo-Saxons Protestants (WASP) d’intégrer fortement l’économie et la diplomatie américaines aux économies européennes et de solidariser les intérêts américains et européens, au mépris de ce qu’on appelé le « testament de WASHINGTON » : comment s’y prend-il ?

Le général George MARSHALL commence par dresser un tableau apocalyptique de la situation économique et sanitaire de l’Europe (I.), deux ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), puis (II.) il rappelle la conception de l’administration TRUMAN en matière de régulation économique mondiale, enfin (III.) il pose les fondements majeurs de ce qui va s’appeler ensuite le « Plan Marshall ».

**\* \* \***

George MARSHALL commence par dresser **un tableau apocalyptique de la situation en Europe**, deux ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, alors que les grands procès des dignitaires ennemis (Nuremberg 1946-1947 et Tokyo 1947-1948) sont en passe de marquer la disparition des derniers vestiges de l’Axe. Pour le Secrétaire d’État américain cependant, aucun signe encourageant n’apparaît. Il déclare sans ambages : « la situation mondiale est très grave […] » (Ligne 1), même s’il ajoute un peu perfidement, devant un auditoire universitaire assez proche idéologiquement de l’administration ROOSEVELT (1932-1945) et TRUMAN (1945-1952), « […] Cela est bien évident pour tous les gens intelligents. […] » (Lignes 1&2). L’Europe se situe dans une position particulièrement critique ; « […] la reconstruction de la structure économique de l'Europe demandera évidemment beaucoup plus de temps et des efforts plus grands que nous ne l'avions prévu […] » (Lignes 6 et 7). Si les premières lignes du discours de George MARSHALL peuvent apparaître comme une liste d’évidences (La guerre a causé de grandes destructions), l’argumentation, neuve, est assez subtile : certes la guerre a été meurtrière (« […] les pertes en vies humaines, les destructions de villages, d'usines, de mines et de voies ferrées ont été estimées de façon assez exacte […] », lignes 3 & 4), mais ce n’est pas l’ampleur des destructions qui inquiète que l‘incapacité de l’Europe, et à sa suite tous les territoires qui en dépendent, à se sortir de la crise systémique dans laquelle la guerre l’a plongée (« […] ces destructions visibles sont probablement moins graves que la dislocation de toute la structure de l'économie européenne […] », lignes 4 et 5). George MARSHALL reprend là une argumentation que l’establishment WASP connaît bien pour l’avoir entendue pendant les années de la « Grande Dépression » consécutive à la crise de 1929 et qui avait amené ROOSEVELT au pouvoir et la mise en place du « *New Deal* » : une crise systémique ne permet plus au marché de retrouver l’équilibre par l’effet de la « main invisible » (1776, SMITH, *De la richesse des Nations*) mais nécessite une intervention extérieure. John Maynard KEYNES avait déjà théorisé l’impératif d’intervention de l’État. L’auditoire est donc en terrain connu. Reste à le convaincre que la situation catastrophique de l’Europe, dont elle ne pourra se sortir seule (« […] (Les) besoins de l'Europe pendant les trois ou quatre prochaines années […] sont tellement plus grands que sa capacité actuelle de paiement  […] », lignes 8 à 10) engage les États-Unis. George MARSHALL, qui s’adresse à un public cultivé et qui s’attend donc à une argumentation un peu subtile, ne se contente pas d’avancer les impératifs commerciaux en citant le cas des « […] produits essentiels importés de l'étranger - notamment d'Amérique […] » (Lignes 9) ou en rappelant que la première économie du Monde capitaliste, en compétition avec l’URSS pour le *leadership* mondial, doit faire la preuve de son dynamisme et de sa supériorité (« […] les conséquences de cette situation pour l'économie des Etats-Unis devraient être évidentes pour tous […] », lignes 12 et 13). La situation est critique du point de vue géopolitique également : l’URSS s’est avancée au cœur de l’Europe, l’Est de la ligne Oder-Neisse, l’Autriche et tous les pays de l’Europe centrale et orientale sont sous son contrôle. L’Armée Rouge de STALINE est restée sur place, et contre les accords de Yalta (Février 1945), les Soviétiques mènent dans les territoires qu’ils contrôlent une politique d’élimination physiques des opposants (« […] Tout gouvernement qui intrigue pour empêcher la reprise économique […] », lignes 17 et 18). Le cas est flagrant en Pologne et en Tchécoslovaquie. En France, en Allemagne, en Italie, des Partis Communistes puissants organisent des grèves qui perturbent fortement les économies et déstabilisent les fragiles pouvoirs en place (« […] les partis […] qui cherchent à perpétuer la misère humaine […] », lignes 21&22). On craint une subversion communiste qui balaierait les démocraties libérales et le système capitaliste d’Europe continentale.

George **MARSHALL lie la situation économique de l’Europe au projet onusien de paix et de stabilité dans le monde**. L’analyse de l’administration TRUMAN dépasse le simple cadre de la situation critique de l’Europe, et rappelle l’ambition de *Brettons Wood* (1944). Bâtir un système de régulation et de développement mondial qui, d’une part, permette de ne pas répéter les errements des dévaluations compétitives des années 30’ (C’est le rôle du Fonds Monétaire International, FMI) et qui, d’autre part, permette aux États de mettre en œuvre de vastes programmes de reconstruction en ayant un accès facilité au crédit (C’est le rôle de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, BIRD, première institution du *World Bank Group* de Washington). Un système de gouvernance économique mondiale qui s’intègre par ailleurs dans un ensemble plus vaste de régulation des conflits, et qu’incarne cette fois l’Organisation des Nations Unies (ONU) fondée à San Francisco (1945) et dont la première session (1946) à eu lieu dans son siège américain (New York). Théoriquement au moins, le président de la BIRD et le directeur du FMI sont dépendants du Secrétaire général de l’ONU. Les États-Unis se sont volontairement placés au centre d’un système global de gouvernance mondiale, ce qui, on s’en doute, entraîne un certain nombre de responsabilités. Et c’est au nom de ces responsabilités que George MARSHALL propose aux Américains d’intervenir dans les affaires européennes. Il rappelle un des piliers de la *Déclaration des Nations Unies* (1942), condensé des convictions idéologiques de l’administration ROOSEVELT-TRUMAN : la misère conduit aux régimes totalitaires (« […] l'effet démoralisant qu'a le désespoir des peuples […] », ligne 12), et les régimes totalitaires à la guerre, qui veut écarter le fléau de la guerre doit donc éloigner les hommes de la misère (« […] la renaissance d'une économie active dans le monde, afin que soient créées les conditions politiques et sociales où de libres institutions puissent exister […] », lignes 16 et 17). Cette conviction que la croissance économique forme le socle de la démocratie et de la paix est rappelée fréquemment : il faut, déclare par exemple George MARSHALL « […] rétablir la santé économique du monde, sans laquelle la stabilité politique et la paix assurée sont impossibles […] » (Lignes 14 et 15). Pour les dirigeants américains, la croissance c’est la paix. Mais les dégradations de la guerre sont telles que la croissance ne peut revenir sans une aide majeure de la puissance la plus riche. Deux objections auraient pu être faites par les conservateurs américains, traditionnellement opposés à l’interventionnisme, aux propos du Secrétaire d’État : pourquoi les institutions de *Brettons Wood*, justement mises en place dans cette optique de stabilisation économique et politique mondiale, ne suffisent pas ? Et pourquoi seulement l’Europe et pas aussi l’Asie, la Chine par exemple ? George MARSHALL, qui avait été dans les années 1930’ attaché militaire des États-Unis d’Amérique en Chine auprès de TCHANG Kai-Tchek avait une piètre estime pour le régime nationaliste et avait déconseillé à l’administration TRUMAN de s’engager plus avant. L’aide américaine fut militaire et minimale. Le Japon et la Corée du Sud suffisaient dans l’immédiat. Quant à la situation de l’Europe, et dont *via* ses colonies dépendait une large partie du monde, George MARSHALL l’avait indiqué précisément : « […] la reconstruction de la structure économique de l'Europe demandera […] plus de temps et des efforts plus grands que nous ne l'avions prévu.  […] » (Lignes 6 et 7). Les institutions de *Brettons Wood* n’étaient pas prévues pour une situation si critique. Il fallait donc un programme spécifique. C’est ce programme que le Secrétaire d’État américain expose dans la dernière partie de l’extrait, qui est aussi la dernière partie de son discours.

Ce qu’on appelle désormais le « Plan Marshall » est relativement bien détaillé dans le discours du Secrétaire d’État. **Le Programme de Rétablissement Européen (PRE) va constituer en une aide de près de 13 milliards de dollars or (1947)** versés sous forme de dons (90%) mais initialement sous la forme d’un prêt à taux zéro sans échéance de remboursement (10% des sommes allouées entre 1948 et 1952). Cette forme étrange d’un prêt à taux zéro remboursable à discrétion est choisie pour ménager les susceptibilités d’un Congrès et d’une opinion publique qui pensent largement que l’aide militaire et financière durant la guerre constituent en soi une aide appréciable. L’originalité de la disposition américaine vient de ses modalités pratiques, une demande européenne dit George MARSHALL (« […] C'est là l'affaire des Européens. L'initiative, à mon avis, doit venir de l'Europe.  […] » lignes 22 et 23). Ce sera l’Organisation Européenne de Coopération Économique (OECE, 1948), prélude à la construction européenne, chargée de distribuer les montants de l’aide américaine aux pays bénéficiaires. Nés dans le sillage de l’entreprise américaine de renforcement de la coopération européenne, le Conseil de l’Europe (1949) issu des débats du Congrès de La Haye (1948), l’Union Occidentale (Pacte de Bruxelles, 1948) à but militaire, et enfin la Communauté Européenne du Charbon et de l’Acier (CECA, 1951) permettent de resserrer les liens entre les alliés européens des États-Unis, qui ont tous le même protecteur mais qui trois ou quatre ans auparavant étaient ennemis. Qu’on songe qu’en cinq ans les pays vaincus (Italie, République Fédérale d’Allemagne, RFA) sont revenus sur la scène diplomatique européenne et bénéficient du Plan Marshall (11% à destination de l’Italie, 10% à destination de la RFA, 25% en tout à des États membres de l’Axe…). Le vœu de l’administration TRUMAN (« […] Ce programme devrait être général et établi en commun par un grand nombre de nations européennes, sinon par toutes […] », lignes 25 et 26) se réalise partiellement : il révèle la fracture géopolitique de l’Europe : l’Ouest accepte l’aide, l’Est sous la férule soviétique la refuse. Le Plan Marshall ne créé évidemment pas cette cassure européenne mais il aide à la dessiner. Il y a désormais deux Europe. Celle de l’Ouest est capitaliste, libérale et sous protection américaine. Bien sûr, derrière la semi-fiction d’une autogestion européenne, la présence américaine est palpable : George MARSHALL l’annonçait explicitement d’ailleurs : « […] Le rôle […] devrait consister à apporter une aide amicale à l'établissement d'un programme européen, et à aider ensuite à mettre en œuvre ce programme dans la mesure où il sera possible de le faire. […] » (Lignes 24 et 25). Aide pour établir un programme d’appui au redécollage économique de l’Europe, aide pour son application, nul n’est dupe : l’économie européenne va être sous perfusion directe des États-Unis jusqu’à ce qu’elle soit capable de fonctionner normalement. On a, depuis longtemps, beaucoup glosé sur les contreparties commerciales et financières espérés par les États-Unis : on sait que les fabricants de tabac vendirent leurs cigarettes « blondes » qui remplacèrent les « brunes » moins addictives mais réservées jusque là à une population masculine adulte. On sait aussi (MITCHELL, *Carbon democracy*, 2011) que le passage d’une économie charbonnière à une économie pétrolière fut favorisée par les produits du plan Marshall, dans le domaine ferroviaire notamment. La transition vers le pétrole affaiblissait les syndicats européens dont les mineurs constituaient les gros bataillons, et avantageait les *majors* pétrolières, essentiellement anglo-saxonnes. Rien de cela ne valu cependant autant pour l’administration américaine que le maintien dans la sphère libérale du second pôle industriel et financier mondial qu’était l’Europe de l’Ouest, un atout géostratégique majeur pour les États-Unis durant toute la « Guerre froide ».

**\* \* \***

L’année 1947 voit commencer la « Guerre froide » (1947-1991) : doctrine TRUMAN (mars), plan MARSHALL (juin) et doctrine JDANOV (octobre). Comme le souligne Harry TRUMAN dans ses *Mémoires* (1955), les décisions prises par son administration cette année là formèrent le tournant décisif de la politique étrangère américaine. George MARSHALL, en orchestrant un plan d’aide de longue durée et de grande ampleur à destination des pays européens sous pilotage américain, faisait intervenir les États-Unis en Europe, au mépris de la doctrine des « pères fondateurs », rompait ainsi avec l’isolationnisme traditionnel. Désormais, les États-Unis assumaient leur statut de première puissance mondiale, et assumaient avec lui toutes les servitudes qui allaient de pair.

© **Erwan** BERTHO & **Ronan** KOSSOU (décembre 2015, révision janvier 2016)